



N° 176

Lettre du castor

TERRITOIRE A DÉFENDRE

Mars 2022

LES TRAVAUX CONDAMNABLES CONTINUENT LEURS INSUPPORTABLES PERTURBATIONS



Comme nous vous en avons tenu informé, des travaux dits "préparatoires" se déroulent sur la traversée de la Loire au droit de Mardié depuis l'automne. Violents et bruyants, ils perturbent gravement la faune sauvage... Et "accessoirement" les humains qui habitent à proximité, et même à quelques kilomètres de là à Mardié ! La saignée de 2019 dans les bois de Latingy a été aménagée comme accès à des camions souvent monstrueux.

On aurait pu penser que ces perturbations allaient cesser, d'autant que le CD45 a cru bon de publier que "pour respecter le calendrier écologique et préserver la faune", il aurait "suspendu les travaux du franchissement..." depuis le 15 mars. Une nouvelle "fake", car non seulement les fonçages de tubes continuent, mais un nouveau chantier va s'ouvrir au croisement de la Rue du Mont, plus près encore de l'aire BalbuCam !

***Nouvelle alerte du GIEC, supplantée par une nouvelle crise mettant en évidence l'extrême fragilité de notre civilisation fondée sur les énergies fossiles.** La nécessité de réduire le rôle de l'automobile apparaît clairement à travers ces prises de conscience. Et donc la bêtise pure que constitue la construction de nouvelles infrastructures routières comme celle que le conseil départemental a engagée au pire moment, et au pire endroit !*

Lorsque les conditions climatiques s'aggravent ; lorsque la biodiversité s'effondre ; lorsque la pénurie en énergies devient grave ; lorsque l'eau va manquer ; lorsque les experts mettent en garde ; lorsque les déficits des finances publiques s'accumulent... Alors les politiques qui nous gouvernent commettent des fautes extrêmement graves en ignorant ces constats et en s'obstinant à engager des projets tournés vers le passé !

DERNIÈRE ALERTE : LE NOUVEAU RAPPORT DU GIEC

- Page 2

DÉSINFORMATION : LA PRAVDA DU LOIRET EST DE RETOUR

- Page 3

La Saison 7 de la BalbuCam surmonte les multiples obstacles !

- Page 4

DERNIERE ALERTE : LE NOUVEAU RAPPORT DU GIEC

RAPPORT 2022 DU GIEC : UNE NOUVELLE ALERTE FACE AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

LE DEUXIÈME VOLET DU SIXIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION DU GIEC A ÉTÉ PUBLIÉ LE 28 FÉVRIER 2022. LE PREMIER VOLET, EN DATE D'AOÛT 2021, CONCLUAIT QUE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ÉTAIT PLUS RAPIDE QUE PRÉVU. CES DERNIERS TRAVAUX S'INTÉRESSENT AUX EFFETS, AUX VULNÉRABILITÉS ET AUX CAPACITÉS D'ADAPTATION À LA CRISE CLIMATIQUE.

Il a été rédigé par 270 scientifiques de 67 pays. Sa synthèse a été validée par les 195 pays membres du Giec. En avril 2022, le Giec publiera un troisième volet concernant les solutions à mettre en place pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Des effets irrémédiables

La première partie du rapport est consacrée aux effets actuels du réchauffement climatique (+1,09°C en 2021) sur les populations et les écosystèmes :



- > Réduction de la disponibilité des ressources en eau et en nourriture (en Afrique, en Asie et dans les petites îles notamment) ;
- > Impact sur la santé dans toutes les régions du monde (plus grande mortalité, émergence de nouvelles maladies, développement du choléra), augmentation du stress thermique, dégradation de la qualité de l'air...
- > Baisse de moitié des aires de répartition des espèces animales et végétales.

Ces effets sont irrémédiables, même dans l'hypothèse d'une limitation de la hausse des températures à 1,5°C comme fixé dans l'accord de Paris. Ils sont par ailleurs aggravés par la pauvreté ou l'accès limité à des services. D'ores et déjà, entre 3,3 et 3,6 milliards d'habitants vivent dans des situations très vulnérables au changement climatique.

Les experts évoquent les incidences à venir pour les populations avec, en particulier, un milliard d'habitants des régions côtières menacés en 2050. Parmi les effets en cascade liés aux catastrophes naturelles de plus en plus rapprochées, le Giec évoque aussi les conséquences sur la production alimentaire, la hausse du prix des aliments, ou encore la malnutrition...

"Manque de volonté politique"

Si des efforts ont été réalisés pour réduire les émissions de CO₂, les auteurs du rapport dénoncent une inadéquation des moyens mis en œuvre face à la rapidité des changements, signe d'un "manque de volonté politique" avec, pour exemple, le non-respect des engagements de Glasgow 2021 lors de la COP 26 en matière de doublement des budgets pour lutter contre le réchauffement.

Un développement résilient au changement climatique est cependant encore possible en consacrant des efforts financiers plus importants dans certains secteurs clés :

- > La transition énergétique pour réduire les émissions de CO₂ ;
- > Une meilleure gestion de l'eau et de l'irrigation mais aussi une meilleure adaptation des cultures aux conditions climatiques via l'agroécologie ;
- > La préservation du milieu naturel (restauration des forêts et des écosystèmes naturels, arrêt de l'urbanisation dans les zones côtières, végétalisation des villes...).

Tandis que certaines zones du monde sont déjà dans des situations critiques, le Giec met en garde contre des solutions de court terme inadaptées (mise en place de digues sur le littoral...).

Au rythme de développement actuel, le réchauffement climatique pourrait atteindre 2,7°C à la fin du siècle.



Comment nous déplacerons-nous demain ? Voir comment repenser nos mobilités individuelles.

Frédéric Héran : économiste des transports et urbaniste à l'université de Lille, spécialiste de la mobilité urbaine et interurbaine.

Aurélien Bigo : chercheur sur la transition énergétique dans les transports.

Marie Huyghe : consultante en mobilité, chercheuse en urbanisme associée au laboratoire CNRS-CITERES de Tours

Les transports constituent un **levier d'action majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique.**

Se poser la question de l'évolution de nos pratiques et de nos déplacements est donc déterminant pour les années à venir ! La forte hausse du prix du pétrole précédant la crise de 2008, la crise des "gilets jaunes", l'épidémie de la Covid 19 et plus récemment la crise ukrainienne illustrent combien le transport peut cristalliser les tensions.

La crise du Covid a considérablement réduit les mobilités. Le prix du pétrole s'envole, comment peut-on envisager le futur de nos déplacements, comment les imaginer de manière plus durable, à quoi vont ressembler nos mobilités dans un contexte de flambée des prix et de pollution ?

Est-ce que nous nous déplaçons beaucoup chaque jour ? Qu'est-ce que cela représente en moyenne dans la vie d'un Français ? Nous nous déplaçons trois à quatre fois par jour, pendant à peu près une heure, et cette constante est extrêmement stable.

Dès que l'on construit un nouvel aménagement censé nous faire gagner du temps, **on n'en profite jamais pour gagner du temps, on en profite pour aller plus loin !**

(Suite en page 4)

Désinformation : la Pravda du Loiret est de retour

Ecolo...

On connaissait la jeunesse écolo de Marc Gaudet, quand il écrivait des « *pour que vive la Loire, refusons les projets des aménageurs* » ou des « *à force d'abattages, les arbres se font de plus en plus rares* ».

Eh bien, la vieillesse du président du conseil départemental du Loiret s'annonce très verte également. Du moins si l'on en croit le **Loiret magazine n° 29** qui vient de paraître et qui, comme à son habitude, ne recule devant aucune mystification. Ainsi, lorsque le Département se projette en 2050, on peut lire que des « *coulées vertes* » irrigueront le territoire et abriteront une grande diversité de circulations douces y compris des véhicules aux « *énergies propres* »⁽¹⁾. Pour quitter le Loiret et visiter le vaste monde, on ira « *en train* », « *et on ne se souciera plus de grappiller quelques minutes dans les embouteillages* » puisque l'on voyagera « *moins mais plus longtemps* ». Cet avenir merveilleux, nous le devrions bien entendu à la prévoyance de la collectivité qui aura planté de nouvelles forêts où les arbres auront été « *remplacés par d'autres plus résistants à la sécheresse* »⁽²⁾.

En tête !

C'est, paraît-il, le sens du plan d'actions départemental « **Planète en tête** » mis en place par l'équipe de Marc Gaudet. Il nous promet « *d'atténuer et de s'adapter* » au réchauffement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre de 25 % entre 2019 et 2030 (mais est-ce dans l'ensemble du Loiret ou bien seulement pour les activités internes au conseil départemental ?) puis d'atteindre la neutralité carbone (mais sans préciser que ce concept autorise le maintien des émissions nocives à condition de les « *compenser* » par des mesures dont on ne connaît guère l'efficacité). Ces « *objectifs* » néanmoins louables auront donc droit à une petite ligne budgétaire dans les années à venir.

Un simple oubli.

Ce que Loiret magazine oublie de dire, c'est que le conseil départemental, en même temps, continue de dépenser à tout va dans un but rigoureusement contraire. Ainsi, le projet à plus de cent millions d'Euros de la déviation routière dont les travaux ont absurdement débuté et se poursuivent à Mardié notamment.



Travaux... Et travaux !

Contrairement à un communiqué du Département, publié dans un quotidien local, aucune interruption sérieuse n'est envisagée pour préserver la faune - ou pour attendre les jugements en cours.

Or, si cette nouvelle route était ouverte, de l'aveu même de ses promoteurs, elle aggraverait les émissions de gaz à effet de serre⁽³⁾. Loin de nous « *adapter* » à un monde plus chaud, le projet 100 % bagnoles et camions du conseil départemental nous rendra mille fois plus dépendants des ressources fossiles indésirables. Ce même projet rase des forêts centenaires, en pleine "coupure verte", pour finalement replanter des alignements d'arbustes ici ou là. Il s'accompagne de la promesse de dépeupler des zones naturelles protégées et de bitumer des hectares de terres agricoles. Oui mais, en 2050, on nous assure que « *les potagers auront fleuri sur les toits* » des bâtiments publics...

Pas le genre de photo avec laquelle Loiret magazine illustre son ode aux "nouvelles forêts" bâties par le Département

En fin de compte, le magazine départemental propage la bonne parole et dresse le portrait d'un projet politique qui aurait du sens... Si seulement la collectivité et ses élus actuels n'en faisaient pas un simple petit bonus "écoblanchiment", en parallèle d'une gestion à grande échelle en tous points opposée à ces nobles préceptes !

(1) Il est évident en effet que, d'ici-là, les ingénieurs du futur auront surmonté tous les problèmes que nos bêtes savants d'aujourd'hui estiment insolubles tels que la quadrature du cercle, le mouvement perpétuel et le moyen de se débarrasser des déchets nucléaires sans qu'ils nous pètent à la figure.

(2) Il est évident en effet que, d'ici-là, les agronomes du futur auront trouvé la recette pour recréer ex-nihilo des écosystèmes complets, avec grenouilles incorporées, afin de remplacer ceux qui s'étaient laborieusement constitués au cours de millions d'années d'évolution de la biodiversité sur Terre. Pas de doute, en 2050, changer une zone humide polluée sera aussi simple que de changer sa roue de voiture...

(3) Source : étude d'impact pour l'enquête d'utilité publique

surmonte les multiples obstacles !

Une plateforme très disputée !

On s'était habitué à ce que les "titulaires" de l'aire du Grand Bois, Sylva et Reda, arrivent vers le 15 mars.

Cette année, leur apparition plus tardive a permis que non seulement la femelle 02. s'installe sur le nid comme en 2020 et 2021, mais même qu'elle se mette en couple avec un certain "Pieds blancs"... Dans cette séquence d'attente, des nouvelles inquiétantes ont circulé laissant penser que nos "héros" pourraient ne pas revenir du tout !

Heureusement, le 20 mars, jour du printemps, Reda est arrivé, puis Sylva, et ils ont vite fait récupéré leur emplacement sans coup férir !



Sylva a rejoint Reda sur le nid le jour même du printemps !.

ENEDIS nous lâche lâchement...

L'équipe avait décidé d'ouvrir le "En direct" le 14 mars. Mais ENEDIS, le gestionnaire monopolistique du réseau électrique national, incapable de nous proposer un statut "définitif", a refusé aussi stupidement de prolonger le statut "provisoire" qui nous régissait depuis 2016 ! Tout cela pour une consommation d'électricité dérisoire... Aussi sommes nous condamnés à fonctionner provisoirement avec des batteries et un redresseur, ce qui est une charge très lourde pour celui qui s'en occupe : très grand merci à lui...! Mais nous recherchons une autre solution d'alimentation qui nécessitera peut-être un petit chantier collaboratif...

Contrairement aux affirmations du CD45, les travaux ne s'arrêtent pas mais se multiplient !

Nous avons cru naïvement que les travaux dans la Loire allaient s'interrompre fin mars. Sauf que les travaux "hors du lit", tout aussi bruyants et perturbants, continuent, et même un autre chantier s'ouvre encore plus près des Balbuzards ! Bref, même si ils sont revenus, ils vont être extrêmement dérangés, comme le reste de la faune sauvage... Et comme les humains du voisinage qui en ont plus qu'assez des vibrations et des percussions...

La Saison 7 reste donc menacée...

Mais malgré ces menaces considérables, l'équipe BalbuCam fera tout ce qui est possible pour que vous puissiez assister, pour la septième fois, à une reproduction dont nous espérons à nouveau la pleine réussite.

**Bref, répétons le, abordons cette Saison 7 avec espoir...
Et, malgré les menaces, vivons notre passion Balbuzard.**

(Suite de la page 2)

Pour atteindre nos objectifs climatiques, ceux que la France s'est fixée, c'est de ne plus utiliser une seule goutte de pétrole d'ici 2050, pour les voitures, les poids lourds, les trains, les transports fluviaux, il ne resterait que les transports aériens et le transport maritime.

Alors comment faire pour obtenir ce résultat ? Est-ce que la façon de bouger a beaucoup changé ces derniers temps ? La vitesse commence à baisser ces derniers temps dans les centres des grandes villes. Mais en périphérie on a tendance à aller plus vite car **on construit, contre vents et marées, des structures qui permettent d'aller plus vite : des barreaux autoroutiers, des voies rapides de contournement, alors qu'il faudrait faire autre chose.**

Nous sommes dans un système encore hyper-dépendant de la voiture, alors qu'il faudrait tendre vers un système beaucoup moins carboné et beaucoup moins dépendant à la voiture. Mais en milieu rural, nous en sommes encore très très loin.

Donc, nous allons beaucoup plus loin et beaucoup plus vite, ce qui est à l'inverse de ce qu'il faudrait faire aujourd'hui, c'est totalement décourageant.

Face à nous, nous avons des enjeux qui sont d'une ampleur énorme et que nous ne sommes pas du tout prêts à nous y attaquer : enjeux environnementaux, enjeux sociaux et enjeux géopolitiques qui ne sont encore que très peu pris en compte par les décideurs, que ce soit à l'échelle locale ou à l'échelle nationale.

Donc on voit bien que les actions qui sont engagées ne sont pas à la hauteur de ce que l'on devrait attendre.

